

GENRE, PAIX ET SECURITE EN AFRIQUE

 Premières Lignes
ÉDITIONS
Dschang

Eric Wilson FOFACK
Nadège Ludivine TEDONGMO
Ludovic POUNTOUGNIGNI NJUH
(Sous la direction)

GENRE, PAIX ET SECURITE EN AFRIQUE

*Réflexion sur la représentativité et le rôle des femmes
dans les initiatives de paix et de sécurité*

*Actes du colloque international organisé par
le Centre pour le Genre, la paix et la Sécurité (CGEPS),
7 et 8 mai 2025*

Collection
Proceedings



Image de couverture : © CGEPS, Photo de famille, cérémonie d'ouverture du colloque sur Genre, paix et sécurité en Afrique, 7 mai 2025.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur et de ses ayants droit, est illicite. Tous droits réservés.

© Éditions Premières Lignes SARL

Dschang, 2026

www.edi-premierelignes.com

Cet ouvrage est publié grâce au soutien financier de ONU-FEMMES Cameroun

Les points de vue exprimés dans cet ouvrage restent ceux des auteurs et ne sauraient engager ni ONU-FEMMES Cameroun ni le CGEPS

ISBN 978-9956-27-524-3

COMITE SCIENTIFIQUE

Président : Pr Nadine MACHIKOU, Université de Yaoundé II.

Vice-Président : Pr Eric Wilson FOFACK, (MC), Université de Dschang, CGEPS.

Membres :

- Pr Viviane ONDOA BIWOLE, Université de Yaoundé II.
- Pr Jean-Emmanuel PONDI, Université de Yaoundé II.
- Pr Sonia Le GOURIELLEC, Université catholique de Lille.
- Pr Virginie WANYAKA, Université de Yaoundé I.
- Pr Niagalé BAGAYOKO, Institut d'études politiques (Sciences Po) de Paris.
- Pr Mireille MANGA EDIMO, Université de Yaoundé II.
- Pr Célestine Colette FOUELLEFAK KANA, Université de Dschang.
- Pr SAIBOU ISSA, Université de Maroua.
- Pr Pascal TOUOYEM, Universiteit van Tilburg, The Netherland.
- Pr Joseph Vincent NTUDA EBODE, Université de Yaoundé II.
- Pr Guy MVELLE, Université de Yaoundé II.
- Pr Hilaire de Prince POKAM, Université de Dschang.
- Pr Jules KOUOSSEU, Université de Dschang.
- Pr Ada DJABOU, Université de Yaoundé I.
- Pr Célestin TAGOU, Université Protestante d'Afrique centrale.
- Pr Justine DIFFO TCHUENKAM, Université de Yaoundé II.
- Pr Williams POKAM KAMDEM, Université de Dschang.
- Pr Chamberlain NENKAM, (MC), Université de Yaoundé I.
- Pr Faustin Magellan KENNE, Université de Yaoundé I.
- Pr NGUEK MONTEH, Université de Yaoundé I.
- Pr Cyrille BEKONO, Université de Yaoundé I.

COMITE DE LECTURE

- Pr Dieudonné LEKANE T., Université de Dschang.
- Pr René NGEK MONTEH ENS/Université de Yaoundé I.
- Pr Nadège Ludivine TEDONGMO, Université de Dschang.
- Dr Jeannette Ariane NGABEU, Howard University (USA).
- Dr Patrick Junior NGOUNE, Université de Dschang.
- Dr André Calvin Pessetve, Université de Dschang.
- Dr Estelle Carine GASSI MATAGO, Université de Yaoundé II.
- Dr Yves S. LOUKSON, Université de Dschang.

Sommaire

Sommaire.....	1
Discours d'ouverture	5
Avant-propos	9
Introduction générale.....	15
PREMIÈRE PARTIE : LES REPRESENTATIONS DU GENRE : UNE QUESTION DE PERCEPTION	23
Les représentations sociales autour de l'approche genre en Afrique. <i>Maryse Laken OBAM</i>	25
Genre et conflit : autour de l'équivocité de la notion d' <i>égalité des sexes</i>	43
<i>Christian SATCHA FEUBA</i>	
Gender Agency in the Cameroon North West and South West Crisis	67
<i>Helen CHWIENUI</i>	
Dynamiques de genre et gestion des conflits dans le cinéma numérique camerounais : étude de <i>Femme sadique</i> de Blaise Ntedju et de <i>La nouvelle épouse</i> de Marcelle Kuetché	91
<i>Jeannette Ariane NGABEU</i>	
Contribution archéologique et patrimoniale du Cameroun ancien dans la prise en considération du genre pour le maintien de la paix et la gestion de la sécurité	113
<i>YAKAM YOLA A JUMA</i>	
Facets of Women's Attitudes in Conflict Resolution in Africa: Reasoning from the Anglophone Crisis in Cameroon	133
<i>Clotilde ETOULA ESSOH Epse OUM</i>	
DEUXIÈME PARTIE : GENRE, PAIX ET SECURITE EN AFRIQUE : CONSIDERATIONS INSTITUTIONNELLES ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE	153
La mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) Afrique : normes, réalisations et contraintes	155
<i>Ludovic Boris POUNTOUGNIGNI NJUH</i>	

Entre féminisation symbolique et masculinisation des pratiques : genre et sécurité maritime en Afrique	175
<i>Nadège Ludvine TEDONGMO</i>	
Coopération entre acteurs internationaux et locaux dans la mise en œuvre de l'Agenda « Femmes, Paix et Sécurité » en Afrique : état des lieux, défis et perspectives ?	195
<i>Mylène NOUBI TCHATCHOUA</i>	
Féminisation de l'équipe manageriale de l'Union Africaine et instauration de la paix et sécurité en Afrique.....	215
<i>Daniel DAMAIGUE</i>	
La prise en compte du triptyque « Femmes, Paix et Sécurité » dans le dispositif de sécurité collective de l'Union Africaine : cas de FEMWISE-Africa.....	235
<i>Fabrice NEMI NEMI</i>	
Impediments to the Effective Implementation of Resolution 1325 in Central Africa	253
<i>Eric Wilson FOACK & Cathy Wineslet NTAHNYUY NGASSA</i>	
La résolution 1325 ou le privilège de la diplomatie d'en haut : le cas de ses paradoxes dans le système des Nations Unies de 2000 a 2025	273
<i>Noé Serge LOBHE BILEBEL</i>	
Les entraves à la féminisation de l'armée camerounaise entre 1959 et 2015	297
<i>Emmanuel CHESSI ASEH & Désiré DANZABE</i>	
TROISIÈME PARTIE : FEMMES, PAIX ET RECONSTRUCTION : DES ACTRICES MAJEURES DANS LES SOCIÉTÉS POST CONFLIT	323
Femme et reconstruction post-conflit : le rôle des organisations féminines dans le relèvement des communautés affectées par la crise de Boko-Haram au Cameroun et au Nigeria.....	325
<i>Mohaman DAHIROU MALAM & Mouhamadou AMINOUM MAMOUDOU</i>	
Women and Post-Conflict Reconstruction in Africa: the Bakassi Case, 2002 to 2020.....	339
<i>Theodore NGOUFO SOGANG & Abigail EBAI BAKOW</i>	

La participation des femmes aux processus de justice transitionnelle en Afrique	355
<i>Freddy ODOUNLAMI</i>	
Refugee Women as Actors of Peace and Social Cohesion on the Minawao Refugee Camp in Cameroon	375
<i>Zacharie SAHA & Vanessa MBOMGBOWO KEHDINGA</i>	
QUATRIÈME PARTIE : FEMMES LEADERS POUR LA PAIX : DES PARCOURS INSPIRANTS	393
Portraits et profils de femmes dans les opérations de maintien de la paix en Afrique centrale : le cas de la République Démocratique du Congo	395
<i>Jean MESSI</i>	
Jeanne Danielle Nlate : artisane du rapprochement des peuples de l'Afrique centrale (2007-2025).....	419
<i>Sandrine NANGANG ORKUSA</i>	
Écriture féminine et promotion de la paix en Afrique.....	435
<i>Ayoubba NCHOUTPOUENEDIGNIGNI</i>	
Conclusion générale	453
Discours de clôture	457

Discours d'ouverture

*** Marie Thérèse ABENA ONDOA ***

Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille

Avant toute chose, permettez-moi de rappeler ces propos empreints de sagesse, prononcés par le Chef de l'Etat du Cameroun, en janvier 2015, en réponse aux vœux du corps diplomatique accrédité à Yaoundé, Son Excellence Paul BIYA qui disait : « *A menace globale, riposte globale. Telle devrait être la réponse de la communauté internationale et notamment de l'Union Africaine et de nos organisations régionales* ».

Ces propos sont illustratifs de l'état du monde qui est le nôtre aujourd'hui. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la sécurité collective est devenue une préoccupation majeure. Qu'il s'agisse de l'Afrique, de l'Asie ou de tout autre continent, les crises et les conflits sont devenus une réalité, faisant appel à l'ensemble des acteurs ou protagonistes de la communauté internationale dans les différents processus résolutifs. Seulement, un constat demeure : les femmes, premières victimes des conflits sont mal ou sous représentées dans tous les différents processus résolutifs. C'est ce diagnostic posé, qui justifie l'organisation par le Centre pour le Genre, la Paix et la Sécurité (CGEPS), de ce Colloque international placé sous le parrainage du Ministère de Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF).

Concrètement, le paradigme du genre a été consacré dans les préoccupations sécuritaires par le Conseil de sécurité de l'ONU en octobre 2000 à travers l'adoption de la Résolution 1325 qui est une sorte d'agenda « Femme paix et sécurité ». Bien plus, cette Résolution et celles connexes ont la particularité d'aborder le rôle essentiel des femmes dans la paix et la sécurité, reconnaissant leur impact disproportionné dans les conflits armés et leur contribution cruciale, y compris leur participation accrue aux différents processus résolutifs, de gestion ou de prévention et la protection de leurs droits. Il s'agit là d'une vision inscrite en filigrane dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de 2000 à 2015, et réactualisée dans les Objectifs de Développement Durables (ODD) de 2015 à 2030, notamment aux points 5 et 16. L'Union africaine aussi en a fait une

priorité à travers son Agenda 2063, au même titre que le Cameroun dans sa Stratégie Nationale de Développement (SND30) et sa Politique Nationale Genre (PNG) adoptée en janvier 2014. C'est donc pour évaluer les enjeux, le chemin parcouru et dégager les perspectives que cette rencontre scientifique organisée par le CGEPS apparait comme une initiative à encourager.

Il n'est pas superflu de rappeler que cette rencontre scientifique se tient dans un contexte sécuritaire international fortement perturbé par des crises et conflits divers, doublés de leurs conséquences tragiques sur l'être humain en général et sur la femme et la fille en particulier. S'agissant des femmes et des filles notamment, la santé la sécurité, les droits humains et leur avenir sont menacés pendant les conflits. Il s'agit de la violence sexiste, des déplacements, du manque d'accès aux soins de santé reproductive et du mariage d'enfant. La sous scolarisation et la déperdition scolaire des jeunes filles sont également des aspects importants de l'impact des conflits sur les femmes et les filles. Ainsi, il est reconnu que les femmes et les filles payent le plus lourd tribut plus que toute autre catégorie de la population, les effets néfastes des crises et conflits, qu'ils soient armés ou non. De ce point de vue, le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille est honoré d'avoir été associé à cette importante rencontre scientifique. C'est aussi l'occasion pour moi de présenter ce qui est fait par le Département ministériel dont j'ai la charge pour accompagner la femme dans l'expression entière de son potentiel dans la construction d'une société de paix et de sécurité.

Ainsi donc, face à situation de la femme en ce XXI^e siècle, notre pays dont l'intérêt pour la paix n'est plus à démontrer est signataire de la Résolution 1325 adoptée en 2000 et des Résolutions connexes sur « Femme, Paix et Sécurité ». Depuis lors, il a élaboré un premier plan d'action y relatif dès 2014. La mise en œuvre de ce plan stratégique a couvert la période 2018-2020 et a produit des résultats touchant notamment la participation, la prévention et le règlement des conflits, la protection spécifique des femmes et filles dans le cadre de la lutte contre les violences basées le genre en contexte humanitaire, l'implication des femmes dans les missions de paix et sécurité, la présence de celles-ci dans la mobilisation et la fourniture de services, de secours et de l'assistance humanitaire et les comités de

démobilisation et de désarmement. Compte tenu de la faible appropriation de cette Résolution 1325, le MINPROFF a élaboré son 2^{ème} plan d'action (2023-2027). Il s'agit pour l'Etat du Cameroun, de la matérialisation des engagements pris devant la communauté nationale et internationale et dont les résultats sont appréciables.

Concrètement, avec l'appui de ses partenaires au développement et de la société civile, l'on note des progrès réalisés par le Cameroun à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'action national 1325 de première génération pour la période 2018-2020 sont considérables. Notamment au niveau de la participation des femmes à la prise de décision. On peut également observer une nette amélioration dans l'appropriation de l'agenda Femme, Paix et Sécurité dans le pays. Une telle action a accru la crédibilité du Cameroun en tant que pays qui s'engage en faveur des droits humains en général, et ceux des femmes en particulier, au-delà de leur implication dans tous les processus de paix. Bien plus, la mise en œuvre d'un cadre d'orientation cohérent a contribué à établir une synergie de travail entre les différentes parties prenantes nationales.

Malgré ces avancées, des défis persistent telles que la faiblesse du mécanisme de coordination, mais aussi de l'insuffisance des ressources et d'une faible appropriation du plan par les parties prenantes. C'est la raison d'être d'une actualisation des stratégies à adapter aux nouveaux enjeux mondiaux et nationaux. Pour cela, le pays s'est doté d'un nouveau cadre stratégique dénommé : *Deuxième Plan d'Action du Cameroun pour la mise en œuvre des Résolutions 1325 et connexes (2023-2027)*. Le but est d'accélérer l'atteinte des objectifs de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité et de mieux adresser les défis émergents au triple plan national, régional et mondial, en matière de paix et de sécurité. Le pays se fait accompagner dans cette démarche par ses partenaires nationaux et internationaux.

Il est utile de rappeler que ce déploiement du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille en faveur de l'approche genre et surtout de la pleine reconnaissance de l'importance, du rôle et de la place de la femme dans notre société est avant tout, la traduction dans les faits de la politique clairvoyante de Son Excellence Paul BIYA, Président de la République du Cameroun. Bien plus, ce déploiement est appuyé sur le terrain par de nombreux partenaires techniques

internationaux dont ONUFEMMES, et des partenaires nationaux dont le Centre pour le Genre, la Paix et la Sécurité (CGEPS), organisateur de cet important colloque international.

En tant que jeune Centre de recherche, le CGEPS se positionne ainsi comme un laboratoire crédible de la pensée constructive dans la dynamique du processus d'optimisation de la participation des femmes dans les initiatives de paix et de sécurité dans notre pays et au-delà. Que ses promoteurs et sa jeune et dynamique équipe de chercheurs trouvent ici, la reconnaissance du Gouvernement et sa disponibilité à les accompagner. La présence des scientifiques de renom venus du Cameroun et d'ailleurs traduit la pertinence des problématiques abordées et présage déjà la qualité des recommandations qui en découleront ; lesquels permettront, j'en suis convaincue, de contribuer suivant une perspective africaine, à une meilleure prise en compte de la contribution des femmes à la construction d'une société de paix et sécurisée.

Avant-propos

LES ACQUIS ET LES PERSPECTIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉOLUTION 1325 AU CAMEROUN

C'est un honneur pour moi de m'adresser à vous aujourd'hui pour partager les progrès réalisés, mais aussi les défis persistants, dans la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies au Cameroun. Cette résolution, adoptée en 2000, constitue un tournant majeur dans l'histoire de la promotion des droits des femmes dans les processus de paix et de sécurité. Elle a pour objectif de garantir une participation significative des femmes à la prise de décisions relatives à la paix et à la sécurité, tout en renforçant la protection des femmes et des filles dans les contextes de conflit.

Les Acquis de la Mise en Œuvre de la Résolution 1325 au Cameroun

Le Cameroun a démontré un engagement fort en matière d'égalité des sexes, et nous avons réalisé plusieurs avancées notables. La première d'entre elles a été l'élaboration et l'adoption, en 2014, du *Plan d'Action National* pour la mise en œuvre de la Résolution 1325. Ce plan a été un jalon crucial, car il a permis de structurer et de formaliser les actions à entreprendre pour intégrer les femmes dans les processus de paix, de sécurité et de reconstruction après conflit. Ce cadre a ouvert la voie à des initiatives de protection et de participation, tout en soutenant les efforts de sensibilisation dans l'ensemble de la société.

Au fil des années, des femmes ont été incluses dans certaines négociations de paix et dans les délégations de dialogue, même si, à ce jour, leur nombre reste insuffisant. Nous avons vu également l'émergence de programmes de formation et de sensibilisation visant à renforcer la compréhension des enjeux liés à la sécurité des femmes, à la prévention des violences sexuelles, et à l'importance de leur présence dans les processus de paix. Le soutien aux femmes vulnérables, notamment celles vivant dans les zones de conflit, a été renforcé par l'action de la société civile et des acteurs internationaux.

Cependant, nous devons reconnaître que, bien que des progrès aient été réalisés, il reste encore un long chemin à parcourir.

Le Triple Mandat d'ONU-Femmes

Avant de parler des défis et des perspectives à venir, il est utile de rappeler brièvement le triple mandat d'ONU-Femmes, qui guide toutes nos actions au Cameroun et à l'échelle mondiale. Ce mandat repose sur trois axes essentiels :

L'orientation normative et politique :

ONU-Femmes joue un rôle clé en aidant les pays à élaborer des normes internationales et à mettre en place des politiques publiques centrées sur l'égalité des sexes et la participation des femmes dans les processus de paix et de sécurité. La Résolution 1325 en est un exemple phare. Nous soutenons la mise en œuvre des engagements internationaux en faveur des droits des femmes et des filles dans les zones de conflit.

Le soutien opérationnel aux pays :

Nous fournissons une assistance technique pour la mise en œuvre des politiques et des programmes sur le terrain. Dans le cas du Cameroun, nous avons accompagné l'État dans la création et le suivi de son *Plan d'Action National* et nous continuons de soutenir les initiatives locales visant à renforcer la participation des femmes et à assurer leur protection, en particulier dans les zones de conflit.

La coordination et les partenariats :

Enfin, ONU-Femmes coordonne les efforts de diverses parties prenantes, telles que le gouvernement, la société civile, les acteurs internationaux et le secteur privé, pour garantir que les initiatives en matière de paix et de sécurité sont inclusives et bénéficient aux femmes et aux filles. Nous créons des synergies pour maximiser l'impact des actions menées en faveur de l'autonomisation des femmes.

L'Accompagnement d'ONU-Femmes pour l'Élaboration du Deuxième Plan d'Action National de la Résolution 1325

Dans cette perspective, ONU-Femmes a joué un rôle majeur dans l'élaboration du *deuxième Plan d'Action National* pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 au Cameroun. Le *premier plan*, adopté en 2014, a permis d'établir les bases pour l'intégration des femmes dans les processus de paix et de sécurité. Cependant, face à l'évolution du

contexte, notamment les crises récurrentes dans certaines régions, il était nécessaire d'élaborer un *deuxième plan*, plus ambitieux et mieux adapté aux réalités actuelles.

ONU-Femmes a accompagné le gouvernement camerounais dans ce processus par des consultations inclusives impliquant des femmes de tous horizons, en particulier celles des zones de conflit. Nous avons soutenu la définition d'objectifs clairs et mesurables, tout en veillant à ce que les priorités des femmes soient au centre de ce nouveau plan. Cela inclut des actions concrètes pour améliorer leur accès à la justice, renforcer leur sécurité, et surtout, augmenter leur participation aux décisions relatives à la paix et à la sécurité.

Nous avons également œuvré à l'élargissement des mécanismes de suivi et d'évaluation pour garantir que les engagements du Plan d'Action soient traduits en résultats tangibles. Grâce à cette collaboration, le Cameroun est aujourd'hui mieux équipé pour répondre aux besoins spécifiques des femmes dans les zones de conflit et pour intégrer pleinement leur voix dans les processus de paix et de réconciliation.

Les Défis et Perspectives pour l'Avenir

Malgré ces avancées, la route vers l'égalité et l'autonomisation des femmes dans les processus de paix et de sécurité reste semée d'embûches. Comme nous le savons, dans les régions particulièrement touchées par les conflits, telles que le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, la situation des femmes demeure précaire. La violence sexuelle, l'exploitation, le mariage forcé et la privation d'accès à la justice continuent d'être des réalités tragiques pour de nombreuses femmes et filles.

C'est pourquoi il est crucial de renforcer les mécanismes de protection et de garantir que les femmes puissent participer activement à la reconstruction de leurs communautés après un conflit. Leur rôle dans les dialogues de paix et dans la réconciliation nationale doit être renforcé, et leur inclusion dans les processus décisionnels doit devenir une réalité tangible.

Un autre défi majeur reste l'insuffisance de la représentation des femmes dans les hautes sphères de décision, notamment dans les forces de défense et de sécurité et dans les institutions politiques. Nous

devons continuer à œuvrer ensemble pour faire en sorte que les femmes occupent des postes clés dans ces secteurs vitaux pour la paix et la stabilité du Cameroun.

Enfin, pour que la mise en œuvre de la Résolution 1325 soit pleinement efficace, il est nécessaire de garantir un financement adéquat. Les ressources allouées à l'autonomisation des femmes et à leur protection dans les zones de conflit doivent être augmentées, et cela passe par une collaboration renforcée entre l'État camerounais, la société civile, et les partenaires internationaux. ONU-Femmes va appuyer les actions visant à :

- Vulgariser le Plan d'Action 1325 de seconde génération 2022-2026;
- Décentraliser la mise en œuvre du PAN 1325 de seconde génération dans les 360 Arrondissements du Cameroun;
- Mettre en place des plateformes 1325 de jeunes et de femmes en vue de la mise en œuvre du PAN;
- Renforcer les capacités des acteurs intervenants sur les thématiques;
- Renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux sur la mise en œuvre effective des Résolutions Onusiennes protégeant les Journalistes;
- Mobiliser les ressources à travers l'implication des partenaires techniques et financiers (SNU; ONG; OI; Organismes de Coopération bilatérale).

Pour conclure, les progrès réalisés en matière de mise en œuvre de la Résolution 1325 au Cameroun sont indéniables, mais le chemin reste encore à tracer. L'implication de la communauté internationale, l'engagement des autorités camerounaises, et la solidarité de la société civile sont essentiels pour garantir que les femmes soient pleinement intégrées dans les processus de paix et de sécurité.

C'est un travail de longue haleine, mais il est indispensable. Parce que la paix et la sécurité durables ne peuvent être atteintes sans la pleine participation des femmes. Chaque femme, apportant sa voix, son expérience et sa vision, est une richesse pour la construction d'un avenir plus juste et plus pacifique.

Nous devons renforcer notre collaboration, investir davantage dans les femmes et leur autonomie, et faire en sorte que leurs voix soient entendues à chaque étape du processus de paix. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que la Résolution 1325 ne soit pas seulement une promesse, mais une réalité vivante et vibrante pour chaque femme et chaque fille du Cameroun.

Marie Pierre RAKY CHAUPIN

Représentante Résidente ONU-Femmes Cameroun